

**Convention collective départementale**

IDCC : 2126. – **MÉTALLURGIE**  
**(GARD ET LOZÈRE)**

**(27 décembre 1999)**

*(Bulletin officiel n° 2004-4 bis)*

(Etendue par arrêté du 14 juin 2004,  
*Journal officiel* du 23 juin 2004)

---

**ACCORD DU 8 DÉCEMBRE 2009**

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES  
ET À LA VALEUR DU POINT

NOR : ASET1050266M

IDCC : 2126

---

Entre :

L'UIMM Gard-Lozère,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été décidé de fixer les rémunérations annuelles garanties (RAG) et la valeur du point servant de base de calcul à la prime d'ancienneté dans les conditions ci après.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent accord concerne les entreprises de la métallurgie. Il s'applique sur les départements du Gard et de la Lozère.

**Article 2**

*Rémunérations annuelles garanties (RAG)  
à compter de l'année 2009*

Des rémunérations annuelles garanties (RAG) ont été négociées et

acceptées à partir de l'année 2009 pour chacun des divers échelons ou coefficients de la classification découlant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié.

Les RAG sont fixées par un barème figurant en annexe du présent accord.

Ces RAG déterminent, sauf garantie légale ou conventionnelle plus favorable, la rémunération annuelle brute en dessous de laquelle aucun salarié occupant les fonctions définies par la grille de classification résultant de l'accord national visé à l'alinéa précédent ne pourra être rémunéré pour un horaire de travail effectif de 151,67 heures par mois, sous réserve des conditions spéciales concernant les jeunes (alternance, apprentissage).

Les RAG seront adaptées proportionnellement à l'horaire de travail effectif lorsque que celui-ci sera inférieur et devront supporter les majorations d'heures supplémentaires en cas d'horaires supérieurs à l'horaire légal.

Les RAG ne serviront pas de base de calcul à la prime d'ancienneté.

Les RAG ainsi déterminées englobent l'ensemble des éléments bruts de salaire quelles qu'en soient la nature et la périodicité, c'est-à-dire de toutes les sommes brutes figurant sur les bulletins de salaires et supportant les cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception des éléments suivants :

- prime d'ancienneté prévue par la convention collective ;
- prime de travail posté prévu par la convention collective ;
- majorations pour travaux pénibles, insalubres ou dangereux découlant à ce titre des dispositions de la convention collective ;
- prime et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- participations découlant de la législation sur l'intéressement et n'ayant pas le caractère de salaire ;
- sommes constituant des remboursements de frais ne supportant pas de cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale.

S'agissant de rémunérations annuelles garanties, la vérification interviendra en fin d'année ou, en cas de départ de l'entreprise en cours d'année, à la fin de son contrat de travail.

Les valeurs prévues par le barème ci-joint sont applicables *pro rata temporis* en cas de survenance en cours d'année d'une entrée en fonction, d'un changement de classement, d'une suspension du contrat de travail ou d'un départ de l'entreprise.

### **Article 3**

#### *Valeur du point à compter de l'année 2010*

La valeur du point, s'appliquant aux coefficients hiérarchiques de la classification résultant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié et permettant de déterminer les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) servant de base au calcul des primes d'ancienneté, est fixée à 4,77 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Les rémunérations minimales hiérarchiques des ouvriers sont majorées de 5 % ; celles des agents de maîtrise d'atelier de 7 %.

Elles s'entendent pour une durée de travail de 151,67 heures par mois. Les rémunérations minimales hiérarchiques qui découlent de cette valeur du point doivent être adaptées proportionnellement à l'horaire effectif de chaque salarié et supporter, le cas échéant, les majorations pour heures supplémentaires.

#### **Article 4**

##### *Dépôt légal*

Le présent accord, établi en vertu des articles L. 2221-2 et suivants du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues par l'article L. 2232-2 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Alès, le 8 décembre 2009.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

---

### **Barème des rémunérations annuelles garanties au 1<sup>er</sup> janvier 2009**

*Pour un horaire mensuel de 151,67 heures*

*(En euros.)*

NIV.	COEF.	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS, techniciens, employés	AGENTS de maîtrise d'atelier
I	140	15 978	15 978	
	145	15 999	15 989	
	155	16 009	16 009	
II	170	16 082	16 042	
	180		16 067	
	190	16 272	16 240	
III	215	16 902	16 902	16 902
	225		16 991	
	240	17 613	17 306	17 848
IV	255	18 155	17 726	18 405
	270	18 909	18 278	
	285	19 949	19 224	20 877
V	305		22 453	23 399
	335		23 504	24 554
	365		24 554	25 605
	395		26 656	28 021